



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'environnement  
de l'aménagement  
et du logement**

Fort-de-France, le

01 OCT. 2025

Le préfet

à

Monsieur le Maire de la ville de Sainte-Anne

**Objet :** Consultation publique relative consultation du public préalable à l'autorisation environnementale relative au projet d'implantation d'une zone de mouillages (ZMO) et d'équipements légers (ZMEL) en baie du Marin et en baie de Sainte-Anne.

**Références :** Arrêté préfectoral N°R02-2025-10-01-00005 du 1<sup>er</sup> octobre 2025

**Pièces jointes :** 1

La mairie du Marin a transmis à mes services, une demande d'autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement incluant une évaluation environnementale concernant l'implantation d'une zone de mouillage (ZMO) et d'équipements légers (ZMEL) en baie du Marin et en baie de Sainte-Anne.

Le dossier a été instruit par mes services au titre de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à « **l'industrie verte** », et de son décret d'application n° 2024-742 du 06 juillet 2024.

Le tribunal administratif a désigné M. Michel-Léon AMATA, en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour procéder à la consultation publique par décision n° E25000010/97 du 09 septembre 2025 ainsi que M. René GALY, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Ce projet est soumis à une consultation publique « **dite parallélisée** » qui se déroulera du **24 octobre 2025 au 24 janvier 2026 inclus, à la mairie du Marin**, siège de la consultation publique.



Vous trouverez ci-joint l'arrêté préfectoral N°R02-2025-10-01-00005 du 1<sup>er</sup> octobre 2025 prescrivant l'ouverture de la consultation publique. Celle-ci se déroulera du 24 octobre 2025 au 24 janvier 2026 inclus à la mairie du Marin, siège de la consultation publique, et à la mairie de Sainte-Anne.

La consultation publique est organisée comme suit :

1. une réunion publique d'ouverture de la consultation sera organisée le mardi 04 novembre 2025 à 18h00 à la mairie du Marin.
2. une réunion publique de clôture de la consultation sera également organisée le mardi 20 janvier 2026 à 18h00 à la mairie du Marin.
3. Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et ses propositions pendant ses permanences en mairies du Marin et de Sainte-Anne aux jours et heures ci-après :
  - jeudi 13 novembre 2025 de 8h00 à 12h00 à la mairie du Marin,
  - jeudi 11 décembre 2025 de 8h00 à 12h00 à la mairie de Sainte-Anne,
  - jeudi 15 janvier 2026 de 8h00 à 12h00 à la mairie du Marin.

Vous trouverez également joints au présent courrier :

- la copie de la décision de désignation du commissaire enquêteur par le tribunal administratif,
- la copie de l'avis d'ouverture de la consultation publique,
- la copie du courrier adressé à M. le maire de la ville du Marin,
- la copie des demandes d'insertion dans les journaux locaux (France-Antilles et Le Légis),
- l'exemplaire du dossier de consultation publique qui sera mis à la disposition du public.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, il vous appartient :

- d'afficher l'avis d'ouverture de la consultation publique (les affiches – format A3) jointes en 4 ex.) ainsi que l'arrêté préfectoral à la mairie, aux lieux et places habituels réservés à l'affichage, **au plus tard le 10 octobre 2025** et ce, pendant toute la durée de la consultation publique. Vous devrez retourner dans les meilleurs délais, le certificat d'affichage attestant de l'accomplissement de cette formalité.
- de mettre le dossier à la disposition du public.

En outre, je vous rappelle que, conformément aux dispositions du code de l'Environnement – Article R-181-38, il vous appartient de consulter le conseil municipal sur ce dossier, au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête publique et transmettre la délibération, à la DEAL – Mission d'Appui au Pilotage – Pôle Stratégie, Droit, Performance – Unité Juridique (enquêtes publiques) par voie postale ou par voie électronique à l'adresse e-mail « [enquetes-publiques.deal972@developpement-durable.gouv.fr](mailto:enquetes-publiques.deal972@developpement-durable.gouv.fr) ».

Pour le préfet de la Martinique  
et par délégation  
La Directrice de l'environnement  
de l'Aménagement et du Logement

Stéphanie MATHEY